

# PROVINCES

provinces.union@sonapresse.com

## Port-Gentil : les 2R entre sensibilisation au Covid-19 et mobilisation

René AKONE DZOPE  
Port-Gentil/Gabon

Le leader du Rassemblement républicain (2R) a mené une intense activité samedi dernier à sa résidence. M. Léguétsa Lélaga a reçu, à tour de rôle, pour rester en phase avec la limitation à 30 personnes par rassemblement, plusieurs délégations. Il s'agissait pour lui de maintenir en alerte ses troupes et de les mobiliser.

Il a mis également un point d'honneur à sensibiliser sa base à la pandémie de Covid-19. En recommandant le respect scrupuleux des mesures barrières édictées par les autorités. Pour lui, "le coronavirus est bien présent au Gabon et la prévention, en l'absence d'un vaccin, demeure le moyen efficace pour s'en prémunir."

M. Léguétsa Lélaga a appelé à la cohésion et à la mobilisation afin que, a-t-il expliqué, le mouvement gagne en maturité et engrange davantage d'espace sur le terrain politique. C'est dans l'esprit de cette quête, a-t-on appris, que des délégations seront bientôt installées au Lac Anengué (département de Bendjé) et dans le Moyen-Ogooué.

Le chef de file des 2R a, par ailleurs, invité les siens au respect des institutions républicaines et à la solidarité. "À l'heure de la crise, on n'aliène pas les populations, on les écoute, on assiste les plus vulnérables", a poursuivi l'orateur, avant d'annoncer le lancement, dans un avenir proche, de la seconde phase d'aide sociale baptisée "Tournée solidaire". La première sortie, ont reconnu les militants, fut un franc succès.



Les militants du parti 2R lors de la séance de sensibilisation.

Photo : Julie Ngurmbi

## "Désormais, la présomption d'innocence est sans cesse rappelée"



Photo : Sidonie Ambonguila

Me Solange Yenou, présidente de l'ONG La Voix des oubliés.

À l'occasion de la Journée mondiale des droits de l'Homme célébrée récemment, la présidente de l'ONG La Voix des oubliés, Me Solange Yenou, a dressé le bilan des dix ans d'existence de son organisation.

Propos recueillis par Fidèle AFANOU EDEMBE  
Port-Gentil / Gabon

L'Union. Que peut-on retenir de ces dix ans ?

Me Yenou : Notre ONG a été créée en mai 2010. Du fait de

la situation sanitaire, nous avons simplement produit une vidéo qui dresse un bilan de notre première décennie. Au cours de celle-ci, nous avons visité toutes les prisons du Gabon. Deux fois à Franceville, Oyem, Koula-Moutou et Ma-

kokou ; quatre fois à Tchibanga, Mouila et Lambaréné ; sept fois à Libreville et plusieurs fois à Port-Gentil, lieu de notre siège. Bilan : 313 entretiens avec des détenus préventifs dont les délais de détention avaient expiré, 87 libérations d'office et 73 dossiers en attente ou égarés, programmés en jugement.

D'autres avancées ?

Désormais, la présomption d'innocence est sans cesse rappelée dans les discours de nos politiques. Au ministère de la Justice, une commission chargée du suivi de la détention a été créée ; les juges d'instruction se préoccupent désormais de la détention préventive, en prenant des ordonnances de prorogation quand cela est nécessaire.

Des projets ?

Oui ! la mise en place d'un centre d'accueil pour les enfants en conflit avec la loi et un cadre pour écouter et accompagner psychologiquement les femmes victimes de violences.

## Violences faites aux enfants : une sensibilisation en cours



Photo de famille des officiels au lancement de la campagne.

Photo : Jean Paulin Allogho

Jean Paulin ALLOGO  
Port-Gentil/Gabon

La directrice provinciale des Affaires sociales de l'Ogooué-Maritime, Corine Dibata, a procédé, le 10 décembre dernier, au lancement d'une campagne intitulée "Halte aux violences sur les enfants". C'était en présence du 2e vice-président du Conseil départemental de Bendjé, André Meyé Nguma, du 2e adjoint au maire de Port-Gentil, Michaël Mboumba, du procureur de la juridiction des mineurs, Vanessa

Ambonguila, et du président de la juridiction des mineurs, Greta Clarielle Marat-Abyla Tchandi.

Cette campagne consiste, pendant un mois, à sensibiliser les populations à travers l'affichage sur des panneaux, la diffusion dans les médias locaux de spots dans les langues nationales, et à la télévision nationale d'un spot de sensibilisation invitant à dénoncer les violences sur les enfants.

Selon Corine Dibata, cette campagne "est le fruit d'un long travail acharné de notre gouvernement, appuyé par le Fonds des Nations unies pour l'enfance". Elle rappelle le respect des mesures barrières et invite les parents à occuper sainement les enfants.

Il s'agit aussi de vulgariser le numéro vert 1412, gratuit à partir d'un numéro Airtel, qui fait du Gabon, selon elle, "le premier pays dans la sous-région qui a un centre d'appel pour l'enfance en détresse".